

Pour une école véritablement démocratique

Faire entrer l'école dans « l'ère du numérique » est une des mesures clés du projet de loi pour la refondation de l'école. En bref, il s'agit d'une stratégie globale pour généraliser les usages du numérique éducatif.

Aujourd'hui, les outils connectés ont envahi l'ensemble des établissements scolaires, du premier au second degrés, avec des injonctions à les utiliser de plus en plus criantes : enseigner ne pourrait plus « se faire comme avant » et devrait être donc nécessairement accompagné par l'outil numérique. Certes, personne ne conteste que ces nouvelles technologies constituent une amélioration dans nos enseignements à bien des égards. Cependant, il s'agit d'interroger ces nouvelles pratiques car elles nous sont présentées comme de nouvelles obligations. Pour le compte de qui finalement ? Car lorsqu'on observe le classement PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des Élèves), on se rend compte que les pays où les technologies numériques sont le moins présentes à l'école sont ceux qui ont les meilleurs résultats scolaires : les petits coréens du Sud sont les moins connectés ! L'OCDE est capable de faire un rapport qui indique qu'il n'y a « pas de plus-value, voire une moins-value avec l'usage du numérique dans l'éducation », et pourtant leurs conclusions vont à l'inverse.

Il faut bien évidemment prendre en compte le contexte dans lequel ces nouvelles sommations s'inscrivent : l'école numérique constitue une pièce maîtresse du libéralisme. L'éducation comme la santé sont les deux secteurs visés par le néolibéralisme : deux secteurs en voie de marchandisation. Par conséquent, pour rendre possible un certain nombre de transformations, on va l'enrober de réformes soi-disant pédagogiques.

Il s'agit donc d'analyser plus précisément le contexte de cette révolution numérique dans l'éducation, en quoi elle serait une amélioration dans les apprentissages, et de regarder de plus près les objectifs de cette intrusion du tout numérique à l'école.

1) La transformation du métier d'enseignant

La majorité des réformes dans l'Éducation nationale quelque soit le gouvernement se font toujours pour le mieux à moyens constants. Mais le contexte de restriction budgétaire dans lequel s'inscrivent toutes ces réformes des services publics ne leurre personne (la fameuse RGPP). C'est plus de 1800 postes dans les collèges et les lycées qui seront supprimés à la rentrée prochaine.

Les enseignants se sentent submergés par les attaques successives que constituent les réformes des dernières décennies et noyés par leurs conséquences telles qu'une impression de s'éparpiller, d'une perte de sens du métier... Dans toutes ces attaques, le numérique constitue un outil mais un outil de l'institution, et c'est même devenu un outil de management. Ce management mène à des formes de taylorisation (*organisation scientifique du travail, inventée au XIX^{ème} siècle pour obtenir un rendement maximum*), donc une dépossession et une prolétarianisation des enseignants. L'enseignant, quand il existera encore, sera voué à devenir un simple exécutant. A terme, l'idée c'est quand même d'éradiquer ce fameux statut et de le précariser au maximum.

Pour l'heure, le corps enseignant représente un frein à ces usages du numérique. C'est parce qu'il n'est pas formé ou mal formé que les élèves ne peuvent pas être opérationnels avec ces outils. C'est la faute du prof ! L'institution vient à son secours en mettant pléthore de formations en ligne (sur son temps libre si possible).

Par ailleurs, il faut bien prendre conscience que la période n'est plus à la massification de l'enseignement et que notre société n'a plus besoin d'élever le niveau de qualification des élèves. Trop, encore, arrivent surqualifiés sur un marché du travail qui ne cesse de se précariser ; d'où l'idée d'orienter l'enseignement sur les compétences et non plus sur un diplôme. La problématique de la personnalisation des apprentissages impliquent la perte de culture et d'exigences communes.

2) Une pédagogie appauvrie

Il y a bien sûr un problème de renforcement des inégalités sociales avec l'utilisation massive du numérique. En effet, les conditions matérielles d'un travail d'étude à domicile sont très inégales : vieil ordinateur ou absence de matériel informatique, connexion défaillante... Et bien évidemment les moins bien dotés seront pénalisés les premiers. Ils ne pourront assimiler les contenus au même rythme que les autres. Et cela restera un problème.

Mais ce n'est sans doute pas cela le pire car l'outil numérique peut représenter un danger pédagogique à plusieurs niveaux, outre le fait de se retrouver sans adulte avec qui échanger, seul devant son écran. Relevons quelques exemples d'usages d'enseignement en distanciel et de leurs conséquences :

- S'il s'agit de *capsules de cours* dans le cadre d'une *classe inversée*, la communication est réduite à l'**écoute passive** par l'élève d'un discours pré-enregistré. La communication à sens unique que certains croient devoir dénoncer dans ce qu'ils nomment « l'enseignement traditionnel » se matérialise en réalité ici de la façon la plus radicale.
- Les contenus proposés dans des cours numérisés correspondent à des tâches toujours plus courtes : il y a un **effet zapping** qui ne permet pas un exercice de concentration conséquent. Par conséquent, il y a un appauvrissement du savoir. Bien comprendre des phénomènes, des situations, historiques, scientifiques nécessitent un temps beaucoup plus long (et donc plus d'heures disciplinaires et donc plus de postes pour les assurer!).
- ... Il y aurait encore beaucoup à dire et à développer... comme la différence entre l'usage d'un clavier ou d'un stylo lors d'une prise de notes...

De plus, La **psycho-motricité** des plus jeunes est aussi fragilisée : toujours moins de manipulation, d'exercices de gestes précis tel que le graphisme (et qu'on s'étonne après du nombre d'élèves qui ne savent plus écrire sur les lignes quand on est encore capable de comprendre leurs lettres).

3) L'enrichissement d'entreprises privées

Il paraît que la France consacre 150 milliards d'euros par an à son système éducatif¹. Surprise ! Mais où vont-ils ? En tout cas, cela ne sert ni à embaucher ni à payer correctement la communauté éducative (enseignants, CPE, AESH, AED...) et encore moins à réduire les effectifs de classe.

La France dispose de nombreuses entreprises et startups innovantes, dynamiques et performantes et possède aussi un tissu associatif autour des EdTechs qui se structure²⁰. Ces sociétés ont un fort potentiel à l'international²¹. Plusieurs entreprises ont recruté et mélangé des talents de l'édition, de la création numérique, du développement informatique, des *jeux-sérieux*, de l'intelligence artificielle, ainsi que des experts en ingénierie pédagogique. Mais le constat est que, même si la demande est explicite, l'achat public demeure très compliqué. Ces mêmes startups qui ont pu expérimenter et développer leur produit en France, souvent grâce à l'Éducation nationale, les vendent plus facilement à l'étranger alors que, *in fine*, la nation a largement participé à l'investissement la plupart du temps en « nature ».²

De même, certains produits imposent des choix dits propriétaires qui ne permettent pas leur réutilisation par d'autres systèmes. Ils représentent donc un certain coût.

C'est un secret de polichinelle que de savoir qu'il existe une collusion d'intérêts entre le ministère de l'Éducation nationale et la société américaine Microsoft.³

Par conséquent, se pose aussi la question de la souveraineté numérique qui va de pair avec la conception des algorithmes. Qui maîtrise les algorithmes maîtrise les savoirs : *un logiciel est une œuvre de l'esprit et son développement n'est pas « neutre » : même*

1 p.83 du Livre Blanc d'Inria n°4 : Éducation et numérique, défis et enjeux, décembre 2020, (téléchargeable gratuitement).

2 p.22 *Ibid.*

3 Article du Figaro (20/10/2015).

*avec un cahier des charges très précis, il subsiste le plus souvent des choix d'implémentation que le développeur prend à sa charge.*⁴ Il y a donc un véritable enjeu sur la maîtrise de ces données et de leur confidentialité.

Enfin, soyons conscients de l'impact écologique de l'utilisation massive de ces systèmes : production du matériel, hausse de la consommation électrique, stockage des données dans des Data center... en d'autres termes une dépendance du système éducatif à des orientations économiques dangereuses.

Conclusion

Il y a une réelle difficulté à porter ce débat car il semble tellement aller de soi que cette révolution numérique dans l'école apparaît comme providentielle, y compris, pour des collègues et même certains syndicats. La remettre aujourd'hui en question peut paraître complètement absurde.

Cependant, le numérique – utilisé dans l'enseignement distanciel, constitue bel et bien un vecteur d'un système plus global. Il participe à la captation et au formatage des esprits. Or, ce dont les élèves ont le plus besoin c'est d'une solide formation de jugement, de méthodes et de repères. Cette intrusion du marketing ne le permettra jamais. L'école reproduit déjà les inégalités sociales et ce n'est pas l'évaluation par compétences qui y changera quoi que ce soit.

Si les classes sociales les plus aisées trouveront toujours des solutions à leur portée, pour les classes moyennes et les classes les plus défavorisées, le problème se pose tout à fait différemment. D'un point de vue individuel, elles attendent de l'école qu'elle leur assure l'accès à l'emploi, qu'elle leur apporte une formation qui optimise leur compétitivité sur le marché du travail. Alors que d'un point de vue collectif, elles ont intérêt à renverser le rapport de force avec les classes dominantes pour plusieurs raisons. Par exemple, la séquence de la crise du COVID montre bien que ce sont elles les premières victimes.

L'enjeu est donc colossal à ce que les choses changent. Mais le problème est que cela nécessite un énorme travail d'éducation. Dans le combat pour changer le monde, la connaissance est une arme de plus en plus importante (on rappellera dans la foulée que contrairement aux facs, les classes prépa ont continué à bosser en présentiel!). Comprendre l'économie, l'histoire, les sciences... le langage oral, l'expression corporelle.... Voilà ce dont les classes les plus exploitées ont aujourd'hui besoin objectivement pour comprendre le monde et pour le changer. Car personne d'autre ne le fera pour elles. Or, il se trouve que les enfants de ces catégories sociales n'ont qu'un seul endroit pour apprendre tout cela : une relation aux enseignants dans une école publique.